



**PROGRAMME PILOTE
POUR L'EXPORTATION
PRINCIPES DIRECTEURS
2018-2019**

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|---|
| 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX..... | 1 |
| Interprétation, application, avis de non-responsabilité et autres renseignements importants | 1 |
| Présentation des documents | 1 |
| Non-conformité aux Principes directeurs | 1 |
| Fausse déclaration..... | 2 |
| 2. FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME PILOTE POUR L'EXPORTATION | 3 |
| 2.1 INTRODUCTION | 3 |
| 2.2 NATURE DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE | 3 |
| 2.3 MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE | 3 |
| 2.3.1 Combinaison de fonds..... | 4 |
| 2.4 DÉPENSES ADMISSIBLES | 4 |
| 2.4.1 Transactions entre parties apparentées..... | 5 |
| 3. ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT | 6 |
| 3.1 REQUÉRANTS ADMISSIBLES | 6 |
| 3.2 PROJETS ADMISSIBLES | 6 |
| 3.2.1 Genres | 7 |
| 3.2.2 Propriété et contrôle canadiens | 7 |
| 3.2.3 Exigences diverses | 8 |
| 3.2.4 Exigences en matière de droits de développement ou droits de diffusion | 8 |

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Interprétation, application, avis de non-responsabilité et autres renseignements importants

Les présents Principes directeurs sont communiqués à titre de renseignement et pour des raisons pratiques aux Requérants (tels qu'ils sont définis dans la [section 3.1](#)) qui déposent une demande auprès du Fonds des médias du Canada (FMC). Les Principes directeurs fournissent un aperçu des objectifs du FMC et de son administration ainsi que des renseignements sur les pratiques administratives habituelles du FMC. La conformité à ces Principes directeurs est une condition préalable à toute admissibilité à une aide financière du FMC.

Le FMC administre ses programmes et applique ses Principes directeurs de façon discrétionnaire afin de garantir un financement à des projets qui contribuent à remplir son mandat. L'interprétation du FMC prévaudra pour toute question relative à l'interprétation de ces Principes directeurs.

Tous les Requérants et les télédiffuseurs (le cas échéant) doivent se conformer aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation (ECP) du FMC ainsi qu'aux politiques d'affaires applicables telles que créées et modifiées au besoin. Les politiques d'affaires, y compris les ECP, sont énoncées dans l'[annexe B](#) de ces Principes directeurs et peuvent également être consultées dans le site Web du FMC à www.cmf-fmc.ca. Les renseignements compris dans les annexes A et B font partie intégrante des Principes directeurs.

Les productions qui bénéficient d'une participation financière du FMC au cours d'une année donnée doivent respecter les Principes directeurs et les politiques du FMC en vigueur au cours de cet exercice financier. Sauf indication contraire, les modifications apportées aux Principes directeurs ou aux politiques au cours d'un exercice financier ultérieur ne seront pas appliquées de façon rétroactive. L'exercice financier du FMC commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars.

Remarque : Les présents Principes directeurs peuvent être modifiés ou clarifiés au besoin, sans préavis. Pour des renseignements et une documentation à jour sur ceux-ci, veuillez consulter le site du FMC à www.cmf-fmc.ca.

Présentation des documents

Il incombe au Requérant de s'assurer que le FMC a reçu tous les documents relatifs à sa demande et de veiller à la mise à jour desdits documents après un changement important. Le FMC peut exiger d'autres documents et informations pour évaluer un projet et, une fois cette évaluation et cette étude effectuées, pour terminer la révision de ses dossiers. Le FMC se réserve le droit de ne fonder son évaluation et son étude d'un projet que sur les documents écrits et audiovisuels soumis initialement par le Requérant.

Non-conformité aux Principes directeurs

Si un Requérant ne se conforme pas à ces Principes directeurs, le FMC peut, à sa discrétion, rejeter la demande, révoquer l'admissibilité du projet et exiger le remboursement de toute somme consentie au Requérant.

Fausse déclaration

Si, à quelque moment que ce soit, en vertu des Principes directeurs ou à la demande du FMC, un Requérant fournit des renseignements qui se révèlent faux ou omet des informations se rapportant à une demande, il encourt des conséquences qui peuvent être graves, entre autres :

- le projet actuel du Requérant peut devenir non admissible à un financement;
- les productions ultérieures du Requérant peuvent être non admissibles à un financement;
- le Requérant peut devoir rembourser avec intérêts les sommes déjà consenties à titre d'avance;
- le Requérant peut faire l'objet d'une poursuite criminelle en cas de fraude.

Ces mesures peuvent être imposées au Requérant ainsi qu'aux sociétés et particuliers qui lui sont apparentés, associés et affiliés (à l'entière discrétion du FMC). Les Requérants dont la demande de financement est acceptée doivent signer un contrat ayant force obligatoire contenant d'autres dispositions sur les fausses déclarations, les cas de défaut et autres sujets connexes.

2. FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME PILOTE POUR L'EXPORTATION

2.1 INTRODUCTION

Le Programme pilote pour l'exportation (le « **Programme** ») vise à soutenir les activités de prévente, de vente et de promotion pour des projets télévisuels destinés aux marchés étrangers au cours de l'étape du développement. Le Programme met l'accent sur l'obtention de préventes auprès de télédiffuseurs, de services de diffusion en continu, de distributeurs et d'agents de vente étrangers pendant la phase de développement d'un projet télévisuel.

Pour être admissibles au Programme, les projets doivent répondre à l'un des genres admissibles du FMC (dramatiques, documentaires, enfants et jeunes, variétés et arts de la scène — voir les définitions de l'[annexe A](#) dans le site du FMC). Le financement au titre de ce programme est attribué selon le principe du « premier arrivé, premier servi », jusqu'à l'épuisement des fonds ou à la date limite de dépôt des demandes, si cette date est antérieure. Dans le cas où un grand nombre de projets seraient déposés à la même date, ce qui créerait une demande excédentaire de financement, le FMC pourrait : distribuer les fonds dont il dispose de façon proportionnelle (au prorata) entre les projets admissibles déposés à cette date; choisir le nombre de projets soumis (par requérant) qui recevront du financement; ou décider de distribuer les fonds d'une façon équitable, tel qu'il le déterminera à sa seule discrétion. Les projets admissibles peuvent bénéficier d'une aide financière jusqu'à concurrence du montant de la contribution maximale consentie par projet (voir la [section 2.3](#)) et d'autres restrictions précisées.

Les projets qui font l'objet de la demande de financement doivent avoir obtenu, au cours des deux dernières années : (i) une lettre d'intérêt ou un droit de développement; ou (ii) un droit de diffusion admissible¹ (voir la [section 3.2.4](#)) d'un télédiffuseur canadien détenant une Enveloppe de développement ou de rendement (selon le cas).

Il est à noter que la production d'un projet ayant obtenu un droit de diffusion ne doit pas avoir été entreprise pour que ce projet soit admissible au Programme. Par souci de clarté, précisons que, pour les besoins du Programme, le FMC déterminera à sa seule discrétion si la production d'un projet a été entreprise ou non en évaluant certains facteurs, notamment si les principaux travaux de prise de vue ont débuté ou si une demande d'aide à la production a été soumise au FMC.

À cette étape, le financement soutiendra des activités comme, sans s'y limiter, les déplacements, l'hébergement, la participation à des marchés de ventes, le matériel de prévente, les coûts limités de doublage ou de sous-titrage propres à la vente, et les maquettes de courte durée ne devant pas être diffusées.

Le Programme est destiné aux projets de langue française et de langue anglaise. Toutefois, dans le marché de langue anglaise, seuls les projets tournés en prises de vue réelles sont admissibles; dans le marché de langue française, les projets d'animation et ceux tournés en prises de vue réelles sont admissibles.

2.2 NATURE DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE

Les Requérants dont les demandes ont été acceptées recevront du financement sous la forme d'une contribution non remboursable.

2.3 MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE

La contribution maximale du FMC sera de 75 % des dépenses admissibles du projet, jusqu'à concurrence de 75 000 \$.

¹ En vertu du présent programme, l'expression « droit de diffusion admissible » sera définie conformément à la section 3.2.TV.5 des Principes directeurs du [Programme des enveloppes de rendement](#), à l'exception de la sous-section 3.2.TV.5.1.

2.3.1 Combinaison de fonds

Les projets présentés au titre du Programme peuvent avoir déjà reçu du financement du FMC en vertu d'un Programme de développement du FMC. Par souci de clarté, ajoutons que les types de projets suivants ne seront pas admissibles au Programme :

- Projets ayant reçu du financement pour des activités du volet Concept du Programme Corus-FMC — Du concept à la prévente du FMC au cours de la sixième année;
- Projets ayant reçu du financement pour des activités du volet Prévente du Programme Corus-FMC — Du concept à la prévente du FMC au cours de tout exercice financier.

Le financement sera accordé séparément et en sus des montants alloués au projet par l'intermédiaire d'autres programmes du FMC, et ce, sans égard aux montants de contribution maximaux en vigueur pour ces programmes.

2.4 DÉPENSES ADMISSIBLES

Les dépenses admissibles sont les dépenses établies dans le devis du projet soumis au Programme pilote pour l'exportation ou le rapport final de coûts du projet admissible (y compris les dépenses des parties apparentées et non apparentées), auxquelles s'ajoutent toutes les dépenses que le FMC juge nécessaires, moins toutes les dépenses considérées comme excessives, gonflées ou déraisonnables par le FMC.

Par souci de clarté, précisons que les dépenses admissibles en vertu de ce programme se limiteront aux dépenses liées aux activités de prévente, de vente et de promotion menées en vue d'obtenir une prévente pour un projet et ne comprendront pas les dépenses liées au développement du projet comme tel (notamment les coûts de préparation des bibles ou des traitements et toute autre activité de scénarisation). En outre, les dépenses qui figurent déjà dans le devis de développement du projet et qui sont déjà financées par le FMC ne sont pas des dépenses admissibles au titre du Programme. Par ailleurs, si un requérant présente plusieurs projets au titre du Programme, les dépenses redondantes et répétées pour des déplacements, de l'hébergement ou des marchés semblables seront jugées excessives et inadmissibles. Une évaluation des dépenses admissibles du projet sera effectuée à l'entière discrétion du FMC. La participation du FMC est calculée d'après les dépenses admissibles du projet. Le FMC évalue les dépenses admissibles au moment de la demande en se fondant sur le devis du projet.

Il est important de noter que, si le financement comprend les frais de déplacement et la participation à des marchés étrangers du Requérant, il doit également inclure les coûts associés à la création de matériel de prévente.

Les dépenses suivantes peuvent être considérées comme des dépenses admissibles :

- Création de matériel de prévente, notamment des maquettes de courte durée ne devant pas être diffusées;
- Coûts limités de traduction, de doublage ou de sous-titrage d'épisodes d'un projet produits précédemment qui serviront d'outils de vente non destinés à la diffusion;
- Préparation d'un devis de production et montage financier;
- Frais de déplacement et d'hébergement liés à l'obtention de préventes internationales;
- Participation à des marchés de ventes;
- Frais juridiques sans lien de dépendance;
- Honoraires du producteur et frais d'administration (assujettis à la Politique relative aux honoraires du producteur et aux frais d'administration);
- Frais comptables (si une mission d'examen est nécessaire en vertu des Exigences en matière de comptabilisation et de présentation).

D'autres politiques d'affaires du FMC concernant les dépenses admissibles sont décrites dans l'[annexe B](#) du présent document.

2.4.1 Transactions entre parties apparentées

L'ensemble des rétributions, allocations et transactions entre parties apparentées doit être :

- divulgué au FMC;
- conforme aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation du FMC en vigueur.

3. ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT

3.1 REQUÉRANTS ADMISSIBLES

Pour être admissible au soutien financier du FMC, le Requérant doit être une société :

- a) à but lucratif, c'est-à-dire une société de production canadienne imposable selon les termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada;
- b) sous contrôle canadien en vertu des articles 26 à 28 de la *Loi sur Investissement Canada*;
- c) dont le siège social est situé au Canada.

Remarque : Aux fins de l'application de ces Principes directeurs, le terme « Requérant » englobe tout corequérant ou société mère liée, des entreprises ou des individus associés ou affiliés (tel que le FMC le détermine à sa seule discrétion), selon le cas.

3.2 PROJETS ADMISSIBLES

Le Programme est destiné aux projets de langue française et de langue anglaise. Toutefois, dans le marché de langue anglaise, seuls les projets tournés en prises de vue réelles sont admissibles; dans le marché de langue française, les projets d'animation et les projets tournés en prises de vue réelles sont admissibles.

Il est à noter qu'un projet n'est admissible qu'à l'allocation du Programme qui correspond à la langue de la version originale, et ce, même si les activités d'exportation se déroulent dans une langue différente de celle pour laquelle le projet initial de développement a obtenu des droits de développement ou de diffusion admissibles. Ainsi, par exemple, si un requérant a recours au financement du Programme pilote pour l'exportation pour la préparation de matériel en anglais pour un projet ayant des droits de développement/droits de diffusion de langue française, celui-ci recevra du soutien provenant de l'allocation de langue française du Programme.

Un projet admissible en vertu du programme est un projet télévisuel qui respecte tous les critères pertinents et toutes les sous-sections applicables des présents Principes directeurs. Le FMC reconnaît que les projets en développement sont embryonnaires et en évolution, et pourraient ne pas être conformes, au moment de la demande, aux exigences essentielles au financement qui se trouvent dans tous les programmes du FMC liés à la production. Les requérants sont encouragés à examiner ces Exigences fondamentales (et toute exigence nécessaire à l'admissibilité aux programmes qui sont applicables pour les dernières étapes du cycle de vie d'un projet). À ce titre, les projets admissibles en vertu du Programme doivent être raisonnablement conformes à toutes les exigences applicables futures des programmes du FMC, et le FMC déterminera, à son entière discrétion, s'il est réaliste de s'attendre à ce qu'un projet soit conforme aux exigences en vertu de tous les programmes pertinents et applicables du FMC.

Un projet admissible doit être une production canadienne ou une coproduction audiovisuelle régie par un traité. Un scénariste canadien doit participer à toutes les étapes du développement. Dans le cas des projets canadiens développés à titre de coproductions audiovisuelles régies par un traité, la participation active d'un scénariste canadien constitue une condition essentielle.

Le Requérant doit avoir acquis tous les droits et les options liés au projet, exclusifs pour une période minimale de 24 mois, nécessaires à l'adaptation de l'œuvre ou du concept original, à la scénarisation, à la production et à la distribution mondiale (sous réserve de certaines exceptions relatives au format acheté établies au cas par cas).

En outre, chaque requérant peut présenter un maximum de trois projets.

L'admissibilité au financement en vertu du Programme ne garantit pas l'admissibilité du Requérant ou du projet à une autre forme d'aide du FMC au titre d'autres programmes du FMC.

3.2.1 Genres

Le FMC appuie les genres d'émissions suivants : dramatiques, documentaires, émissions pour enfants et jeunes, ainsi qu'émissions de variétés et d'arts de la scène. Les définitions du FMC pour chacun de ces genres se trouvent dans l'[annexe A](#) des présents Principes directeurs.

Voici une liste non exhaustive de genres et de formats d'émissions qui ne sont pas admissibles au soutien financier du FMC : productions commanditées, sports, nouvelles, jeux télévisés, actualités, affaires publiques, émissions portant sur des modes de vie, émissions pratico-pratiques, télérealités, télévision scolaire, infopublicités, vidéoclips, émissions éducatives structurées ou axées sur un programme d'études, achats de formats étrangers sans adaptation ou contribution créative canadienne significative, télémagazines, émissions d'entrevues, émissions d'entrevues culturelles, remises de prix et galas non liés au secteur culturel², reportages d'actualités, émissions d'intérêt religieux, émissions de collectes de fonds, émissions bénéfiques, hommages, émissions à caractère promotionnel, émissions de motivation, récits de voyage et interludes.

Remarque : Il existe une certaine flexibilité pour les émissions pour enfants et jeunes à cet égard. Voir l'[annexe A](#) pour plus d'information.

3.2.2 Propriété et contrôle canadiens

Le projet doit répondre aux critères suivants :

- a) le projet appartient à des intérêts canadiens et est contrôlé par des intérêts canadiens sur les plans créatif et administratif;
- b) le projet est sous le contrôle financier de citoyens canadiens ou de résidents permanents du Canada;
- c) le projet est et a été contrôlé du point de vue financier et créatif par une société de production canadienne durant toutes les phases de développement;
- d) généralement, une seule personne, entité ou entité apparentée non canadienne ne peut fournir plus de 49 % du financement du développement; toutefois, une entité non canadienne, sans lien de dépendance, spécialisée dans les prêts ou dans les nantissements peut fournir plus de 49 % du financement intérimaire;
- e) le Requérant conserve et exerce tous les droits de contrôle ou d'approbation habituellement réservés au producteur; ces droits incluent le contrôle et le pouvoir d'approbation finale des décisions touchant les aspects créatifs et financiers, la distribution et l'exploitation du projet, ainsi que la préparation et l'approbation finale du devis, sous réserve des droits d'approbation raisonnables et normaux généralement exigés par les autres investisseurs sans lien de dépendance, y compris les télédiffuseurs et les distributeurs canadiens;
- f) le Requérant détient tous les droits (dont les droits d'auteur) et options nécessaires au développement, à la production et à la distribution du projet au Canada et à l'étranger, et il conserve également un intérêt financier permanent dans le projet (sous réserve de certaines exceptions relatives au format acheté établies au cas par cas).

² Les remises de prix et les galas liés au secteur culturel sont admissibles s'ils répondent à la définition de « variétés et arts de la scène » du FMC.

Remarque : Ces critères doivent être interprétés afin de permettre aux coproductions audiovisuelles canadiennes régies par un traité d'accéder à une aide financière du FMC.

3.2.3 Exigences diverses

Le projet doit être conforme au code de déontologie de l'Association canadienne des radiodiffuseurs (ACR) et respecter l'ensemble des normes approuvées par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), notamment le Code de l'ACR concernant la violence et le Code sur la représentation équitable.

3.2.4 Exigences en matière de droits de développement ou droits de diffusion

Toutes les demandes de financement présentées en vertu du présent programme doivent inclure ou bien (i) une lettre d'intérêt ou des droits de développement; ou bien (ii) des droits de diffusion admissibles d'un télédiffuseur canadien bénéficiant d'une allocation d'Enveloppe de développement ou de rendement (selon le cas) du FMC.

Il n'y a pas de seuil minimal en matière de droits de développement ou droits de diffusion admissibles en vertu du Programme; cependant, l'engagement du télédiffuseur précisé ci-dessus doit avoir été pris dans les deux années précédentes.